



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CENTRE HOSPITALIER SAINT-DENIS – LUNDI 15 AVRIL 2024

D'où qu'ils viennent, interdisons les licenciements

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

DES LICENCIERS GAVÉS DE PROFITS

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

LE GOUVERNEMENT N'EST PAS EN RESTE

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier. Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les

fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

INVERSONS LE RÈGNE DE LA PEUR

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

Travailleur.euse, suis-nous pour t'engager ou plus d'informations :



<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/>



@npanouveaupartianticapitaliste



@NPA_NouvParAnti



« TAXE LAPIN », LE NOUVEAU GADGET PÉNALISANT D'ATTAL

Le gouvernement sort une nouvelle mesure qui culpabilise les patients. Le patient qui prendrait rendez-vous mais ne viendrait pas se verrait infliger une amende de cinq euros. S'il vaut certes mieux prévenir quand on annule un rendez-vous, toutes sortes de raisons peuvent expliquer ces oublis, à commencer par la maladie elle-même. Cette mesure de diversion ne résout pas la pénurie de médecins et les déserts médicaux, pour lesquels Attal n'a aucune solution sérieuse à proposer, sinon la promesse de former plus de médecins, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs. Et le résultat sera identique. **Retrouve à ce QR Code une vidéo de Blandine, assistante sociale et membre du secteur santé du NPA, sur la nouvelle « taxe lapin » du gouvernement.**



LES EXPULSIONS SOCIALES POUR LUTTER CONTRE LE MAL-LOGEMENT ?

Dans le cadre d'un futur projet de loi, le ministre du Logement, Guillaume Kasbarian, vient d'annoncer s'attaquer aux locataires de HLM qui dépasseraient les plafonds. 2,6 millions de familles sont en attente de logement HLM alors que la construction de logements sociaux est au plus bas sous le gouvernement Macron. Mais plutôt que d'en construire, il propose de multiplier les expulsions de tous ceux qui ne seraient plus assez pauvres à son goût... Pourtant, le gouvernement parlait de favoriser la mixité sociale dans les HLM. Le fameux « en même temps »...

« PLACE NETTE » : LES BANDITS D'EN HAUT TROP PRESSÉS DE S'EN PRENDRE AUX BANDITS D'EN BAS

C'est l'intitulé de l'opération menée par le gouvernement contre le trafic de drogue dans les métropoles françaises. Ces opérations visent les petits dealers des quartiers mais épargnent les grands trafiquants internationaux. Surtout, c'est une tentative de se montrer plus sécuritaire que ses concurrents à l'extrême droite. Darmanin, le premier flic de France se félicitait le 2 avril du succès d'une opération à Strasbourg... qui devait avoir lieu le 3 ! On croyait que Macron et ses ministres étaient juste bons en communication, les voilà qui pratiquent la voyance.

JO : LE « DEUX POIDS, DEUX MESURES » DE MACRON ET DU CIO

Macron a justifié la différence de traitement pour les JO entre la Russie, exclue pour avoir envahi en Ukraine, et Israël qui sera présent malgré son invasion de Gaza et le massacre de plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens. En février, des députés insoumis et écologistes avaient réclamé en vain au CIO « d'appliquer à Israël, lors des prochains JO, les mêmes sanctions qu'à la Russie et au Bélarus ». Mais selon Macron, la Russie est un « agresseur » alors qu'Israël « s'est fait agresser ». Distinction subtile qui permet d'un côté de condamner des massacres et de l'autre de les justifier.

MAYOTTE : NOUVELLE OPÉRATION CONTRE LES MIGRANTS

Il y a un an, l'opération Wuambushu (« reprise », en mahorais) lancée par Darmanin contre l'émigration clandestine avait été condamnée par les associations de défense des droits humains. Le ministre de l'Intérieur remet le couvert, et annonce le déclenchement d'une deuxième opération, baptisée cette fois « Mayotte place nette », destinée à « la lutte contre l'immigration irrégulière et la délinquance à Mayotte ». Elle durera plusieurs semaines, mobilisant 1 700 membres des forces de l'ordre. En mer, un bateau devrait aussi être déployé dans le canal du Mozambique pour bloquer le trafic migratoire depuis les Comores. La première opération avait surtout consisté à détruire des bidonvilles et des cases et à procéder à 25 000 expulsions de personnes en situation irrégulière... dont certaines sont revenues depuis sur l'île. Ces persécutions anti-migrants, fortement médiatisées, n'améliorent en rien le sort de la population du département le plus pauvre du pays.

HÔPITAL DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES : UN PLAN DE LICENCIEMENTS QUI NE DIT PAS SON NOM

Pendant plusieurs semaines, les ASH de l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) étaient en lutte pour défendre leur emploi. La direction veut licencier ou organiser la reconversion forcée de près de 100 ASH du bio-nettoyage. Une vaste opération d'externalisation du nettoyage, comme il y en a sans arrêt dans les hôpitaux, au prix des conditions de travail voire de l'emploi des salariés. Leur mobilisation, c'est se battre pour leur emploi, mais aussi pour que des moyens soient consacrés aux services publics comme l'hôpital. Une lutte d'autant plus importante que ce plan de licenciements a lieu dans un bassin d'emploi où la santé de la population est déjà fragilisée : la majorité des habitants sont de milieux populaires, occupent des emplois précaires et sont broyés par le travail. Leur mobilisation est un début. Ils ont tout notre soutien.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRON, URGENCE RÉVOLUTION !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.